ACQUISITION DE DEUX FRÉGATES PAR L'ANP

La surprise allemande

Plutôt que vers ses fournisseurs traditionnels, notamment la France et la Russie, c'est vers l'Allemagne que l'Algérie semble se tourner désormais pour s'approvisionner en armement. L'Algérie négocie, nous apprend le journal* El Khabar*, l'acquisition de deux frégates Meko auprès du constructeur allemand Tysser Krupp Marine System. L'accord de principe aura été conclu lors de la visite du président Bouteflika en Allemagne.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) -Finalement, entre le président Bouteflika et la chancelière allemande Merkel, il n'aurait pas été seulement question de réajustements diplomatiques et d'énergie solaire.

Le projet Desertec, auquel le président Bouteflika a souscrit au grand dam des Français qui proposaient une version similaire à travers le projet Transgreen, aura, donc, à travers le lot de polémiques qu'il a suscité, distrait quelque peu les attentions sur les autres engagements du chef de l'Etat. Y compris, comme il vient d'être révélé, sur des marchés intéressant l'Armée nationale populaire. Après l'engagement du président Bouteflika, les négociations ont lieu, à en croire *El Khabar*, entre le constructeur allemand Tysser Krupp Marine System et les autorités algériennes pour la dotation de la marine nationale de deux frégates Meko 200, moins imposantes que les frégates proposées par les Italiens et les Français mais plus équipées que celles livrées auparavant aux Sud-africains. Ces deux frégates devront être livrées dans un délai de 39 mois, après la signature du contrat qui devra intervenir d'ici juin 2011. Indépendamment des termes du contrat, aujourd'hui en négociation, il est important de relever que c'est la première fois que les autorités algériennes, sous l'impulsion du chef de l'Etat, travaillent à conclure un marché d'armement avec les forces armées allemandes. Un marché qui, il y a lieu de le relever, intervient au moment où l'Algérie avait lancé un appel d'offres international pour l'acquisition de quatre frégates. Un appel auquel ont souscrit à la fois les Français, les Italiens, les Britanniques et les Allemands. L'engagement avec les Allemands, qui peut apparaître comme un marché supplémentaire, ne remet pas en cause cet appel d'offres international. D'autant que le contrat en négociations avec les Allemands, qui ne dépasse pas les 400 millions d'euros, ne se conforme pas au cahier des charges joint à l'appel d'offres international.

Photo : DR.

La Frégate Meko

Le prix d'une frégate Meko 200 d'une capacité de 3 500 tonnes sans équipements adaptés n'excède pas les 150 millions d'euros. Ceci alors que l'acquisition de 4 frégates, deux montées en Algérie et deux dans les ateliers du fournisseur, la mise en place d'une base logistique ainsi que d'un atelier maritime à Mers El Kebir reviendraient à environ à 4 milliards de dollars, au bas mot.

S. A. I.

SOCIÉTÉS DE SÉCURITÉ ÉTRANGÈRES

GEOS, l'arbre qui cache la forêt

L'affaire d'espionnage présumée dont a été victime le constructeur français Renault pose, de nouveau, la problématique de la présence des sociétés de sécurité étrangères en Algérie. GEOS, Risk&Co, Contrôle Risk, Erys sont autant d'opérateurs qui interviennent, en toute illégalité, dans un secteur hautement sensible.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Luc Michel, l'homme par qui le scandale est arrivé. Cet ancien officier des forces spéciales de l'armée française aurait fourni au constructeur automobile Renault des informations sur l'existence d'opérations d'espionnage au profit d'industriels chinois. Il s'avère que toutes ces informations ont été récoltées puis transmises à partir d'Alger, Luc Michel étant, jusqu'au 1er février, directeur des opérations de l'antenne locale de GEOS, le principal groupe français de sécurité. En agissant en «free lance» (c'est la version présentée par son ex-employeur), il est définitivement sorti de l'ombre après avoir activé dans la plus totale discrétion. Installé à Alger depuis 1994, il a rejoint officiellement l'équipe de GEOS Algérie en 2007, au plus fort des attentats kamikazes qui ont ciblé la capitale. Client assidu d'un restaurant italien des hauteurs de la ville, Luc Michel est connu pour être un grand spécialiste du dossier sécuritaire algérien. Son départ «forcé» constitue donc une perte réelle pour GEOS.

Illégalité

Le scandale franco-français ne doit surtout pas occulter une réalité bien algérienne : les activités de GEOS se déroulent dans la plus totale illégalité. Cela est valable pour l'ensemble des sociétés étrangères de sécurité. Cette situation n'est pas nouvelle, elle dure depuis plusieurs années.

«Nous n'avons pas délivré d'agrément à ces sociétés étrangères. Elles n'ont aucune activité en Algérie», avait déclaré Nouredine-Yazid Zerhouni, alors ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales (voir *Le Soir d'Algérie* du 25 mai 2009). Quelques mois plus tard, Abdelkader Ouali, le secrétaire général de ce département, avait adressé un sérieux rappel à l'ordre à l'ensemble des sociétés privées de gardiennage afin qu'elles n'entretiennent aucune relation avec ces opérateurs étrangers.

«Les textes qui régissent les activités de gardiennage, de transport de fonds et de produits sensibles (décret législatif n°16-93 du 4 décembre 1993 ainsi que ses textes d'application) explicitent les conditions et les modalités d'exercice de ces activités afin d'éviter les dérives et les dépassements. Dans le cadre du suivi des activités de ces entreprises, des dépassements ont été constatés en matière de sous-traitance et de partenariat au profit de sociétés étrangères dans le domaine des prestations de sécurité. Ces actes sont considérés comme une violation dangereuse du cadre réglementaire et exposent les contrevenants à de sévères sanctions. (…) Les risques que comportent ces violations m'incitent à vous rappeler que vous êtes tenu de vous conformer pleinement à la législation et aux directives (du ministère de l'Intérieur) afin d'éviter toute forme de partenariat avec des sociétés étrangères dans le domaine des prestations de sécurité», précise cette note datée du 12 août 2009 (voir *Le Soir d'Algérie* du 27 août 2009).

Chasse-gardée

Mais il semble que rien n'ait changé depuis. Le marché de la sécurité en Algérie reste une chasse-gardée que se partage une trentaine de groupes étrangers. Ils sont essentiellement d'origine française. Il y a bien sûr GEOS, Risk&Co, Control Risk ou encore Erys. Ils s'accordent un semblant d'existence «légale» en s'inscrivant au Centre national du registre du commerce (CNRC) sous couvert du statut d'agence de consulting et disposent tous de bureaux de représentation à Alger. Mais l'essentiel de leurs relations commerciales est traité en Europe selon un système bien rodé.

Lorsqu'une entreprise décroche un contrat en Algérie, elle fait appel à un groupe de sécurité pour prendre en charge la gestion sécuritaire. Ce dernier élabore des études en se basant sur des informations sécuritaires qu'elle collecte à différents niveaux. Des informations hautement sensibles qui, théoriquement, ne relèvent que des services de sécurité. Au terme de cette première phase, la société de sécurité présente à son client un «plan de défense du site». Comme son nom l'indique, ce document comprend toutes les données en termes de menaces, de risques ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour y faire face. Mais voilà, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de défense d'un site industriel sont strictement réglementées en Algérie.

Elles sont du ressort exclusif de la Commission de sécurité de wilaya. Présidée par le wali, cette instance est composée du commandant de groupement de la Gendarmerie nationale, du chef de Sûreté de wilaya, du commandant du secteur opérationnel de l'ANP, du directeur de la Protection civile et du représentant du CTRI. Ce document est d'autant plus sensible qu'il représente un segment du plan de défense national. Mais voilà, toutes ces informations sont détournées et vendues au prix fort. Généralement, il n'existe aucune trace de ces prestations en Algérie puisqu'elles sont échangées à l'extérieur du pays.

Violation

Outre les services de consulting, les groupes comme GEOS se chargent également du suivi des opérations durant la phase de réalisation du projet ou, à plus long terme encore, lorsqu'il s'agit d'une unité de production. Afin d'assurer cette mission, les sociétés font appel à des «personnels très qualifiés». Ce sont généralement d'anciens officiers des services de renseignement, des gendarmes, des policiers et des officiers de troupes d'élite, des légionnaires notamment. Officiellement, ces hommes occupent le poste de «coordinateur logistique» alors que sur le terrain, ils agissent en qualité de chef de la sûreté. Pour la relève mensuelle, ou back-to-back, la société engage un remplaçant qui, généralement, entre sur le territoire algérien avec un visa d'affaire ou de tourisme. Ce dernier n'est jamais déclaré auprès des organismes algériens chargés du travail et de la sécurité sociale. En plus d'avoir sous ses ordres des dizaines d'agents de sécurité algériens, le chef de sûreté a également pour mission de transmettre tous types d'informations à l'antenne d'Alger. De par son implantation, GEOS peut aujourd'hui avoir une vue d'ensemble de la situation sécuritaire du pays. Autant dire que les violations des principes de base souveraineté sont multiples. Mais le plus étrange dans ce business reste le silence des autorités algériennes. Comment expliquer que des entreprises étrangères puissent activer en totale illégalité dans un secteur aussi sensible. La question reste, aujourd'hui encore, sans réponse.

T. H.

AÏN-DEFLA

Incursion terroriste à Ben Allel

Selon des sources dignes de foi, un groupe composé d'une quinzaine d'éléments, armés de fusils Kalachnikov, tous des jeunes, indique-t-on, ont fait une incursion samedi peu après 19 h dans la cité Wiam, dans la banlieue-sud de Ben Allal, commune rattachée à la daïra de Miliana. Ces mêmes sources ont indiqué que pendant que des éléments du groupe armé avaient pris position autour de la bâtisse, d'autres sont entrés dans l'habitation d'un ouvrier de la commune pour s'emparer de couvertures, de couettes, de kachabias, de vestes et d'un téléphone mobile.

Une fois leur forfait accompli, le groupe a battu en retraite vers la zone boisée des environs. Dès que l'alerte a été donnée, les services de sécurité s'étaient rendus sur les lieux et une opération de recherche pour localiser le groupe terroriste a été lancée.

K. O.

TÉBÉSSA

Deux terroristes abattus

Deux terroristes ont été abattus hier par les forces de sécurité combinées à Djebel Ergo, près de la localité d'El Mazraâ (70 km au sud de Tébessa), a-t-on appris de source sécuritaire. Les terroristes éliminés au cours d'une opération de recherches font partie d'un groupe armé activant dans cette région, a précisé la même source.